

«Je refuse qu'une seule organisation syndicale décide de l'avenir de l'agriculture» : l'hégémonie de la FNSEA disputée

Olivier Monod

Après une année d'importantes mobilisations, les élections professionnelles agricoles se tiennent jusqu'au 31 janvier dans un climat particulièrement concurrentiel. Le syndicat majoritaire FNSEA est sous tension. Focus dans trois départements à enjeux, la Vienne, l'Ardèche et le Calvados.

La mainmise de la FNSEA, syndicat majoritaire dans l'agriculture, est menacée. «*Cette élection est un référendum*», assène régulièrement Véronique Le Floc'h, la présidente du syndicat contestataire Coordination rurale (CR). [Les élections professionnelles agricoles](#) se tiennent du 15 au 31 janvier, [après un an de mobilisation sans précédent du secteur](#). En jeu, la gestion des chambres d'agriculture départementales, territoriales et régionales, véritable lieu d'orientation et de gestion de l'agriculture française. L'alliance des syndicats majoritaires constituée de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et des Jeunes Agriculteurs (JA), à la tête de 97 % des chambres, se trouve prise entre deux feux. Sur sa droite, la CR s'est fixée comme objectif de conquérir 15 à 20 structures (contre 3 aujourd'hui) quand la Confédération paysanne, sur sa gauche, en vise 10 sur les 88 existantes, contre une aujourd'hui. Les principaux syndicats ont même eu droit à un débat sur la chaîne de télévision LCP, le 13 janvier.

Sur le plateau, la CR, [dont plusieurs membres s'affichent avec l'extrême droite](#), tout comme la Confédération paysanne, ont toutes deux résumé le bilan de la politique actuelle par un chiffre : la perte de 100 000 exploitants en dix ans. La disparition des paysans est donc présentée comme résultant du modèle agricole mis en place par les gouvernements successifs [en cogestion avec la FNSEA depuis l'après-guerre](#). L'émission était l'occasion pour chaque syndicat de marquer sa différence. La défense des «*agriculteurs entrepreneurs*» pour la FNSEA/JA, la «*défense d'exploitations familiales libres et indépendantes*», pour la CR, et la défense de «*fermes nombreuses*» contre la «*politique libérale*» pour la Confédération. Des irrégularités sont déjà signalées dans cette campagne sous tension. *Libération* fait le point sur certains départements qui pourraient changer de main.

La FNSEA en reconquête dans la Vienne

Jeudi 16 janvier, il fait froid dans le hangar sans fenêtres d'Aurélie Fleury, présidente de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de la Vienne. Elle organise un café de campagne autour d'une table de jardin avec des thermos de café, un vidéoprojecteur, un micro et quelques kakémonos FNSEA et JA. L'assemblée a gardé bonnets et doudounes pour écouter l'équipe de campagne dérouler ses arguments. En 2019, la CR a remporté la chambre d'agriculture du 86 avec 47,94 % des voix contre 35,92 % pour l'alliance majoritaire. Cette dernière veut laver l'affront. «*Il y a six ans, cela s'est joué à 46 voix. Le travail n'avait peut-être pas vraiment été fait*», souligne Aurélie Fleury.

Une campagne agricole implique d'aller chercher chaque voix quasiment individuellement. Quand les têtes de pont nationales ne se déplacent pas, les réunions publiques n'attirent pas les foules. Ils sont seize ce matin. Dont seulement deux à ne pas être syndiqués. Frédéric, producteur de melons et céréales, est de ceux-là. Il hésite entre un vote CR et FNSEA. «*Vous êtes trop gentils*», lance-t-il aux candidats FNSEA-JA. Il les compare à la CR qui «*bouge plus*». L'argument est connu, aussi la réponse est toute prête. «*Pour apporter des réponses, il faut parler avec tout le monde*», assène Aurélie Fleury. La CR «*ne construit rien*» puisqu'elle «*ne parle même plus avec le préfet*», renchérit Mathieu Grollier, la tête de liste JA de l'alliance.

La rallonge du vidéoprojecteur est en surchauffe. La discussion se poursuit en cercle. Elle glisse sur une critique de la gestion de la chambre d'agriculture par la Coordination rurale. «*C'est une catastrophe, les couloirs sont vides.*» Le manque de conseillers techniques et leur turnover sont pointés du doigt.

Des critiques balayées du revers de la main par François Turpeau, premier vice-président de la Chambre d'agriculture et président de la CR86. S'il reconnaît «*quelques difficultés de recrutements*», c'est parce que la Chambre d'agriculture France – détenue par la FNSEA – «*nous a savonné la planche, nous empêchant de faire un recrutement correct*». Il veut surtout insister sur son bilan. «*Aujourd'hui, la Chambre est opérationnelle, présente sur le terrain et au service de tous les agriculteurs.*» Il se sait à la tête d'un département ciblé par l'alliance majoritaire. En juin 2024, les JA ont fait leur congrès national dans le coin. En réponse, [la CR a organisé le sien en novembre dernier au Futuroscope](#). A la fin du mois de janvier, [Arnaud Rousseau, président de la FNSEA](#), sera en visite dans le département. «*Je ne pense pas que sa venue fasse basculer le vote, bien au contraire. Il est très rejeté. Il n'incarne pas le modèle que les agriculteurs veulent voir sur le territoire*», sourit François Turpeau.

La Confédération paysanne veut prendre l'Ardèche

En Ardèche aussi, Arnaud Rousseau fait figure d'épouvantail. «*Un paysan ardéchois sur deux gagne moins que le smic. Comment peuvent-ils se reconnaître dans un [homme à la tête de 800 hectares et du groupe Avril](#) ?*», questionne Aurélien Mourier, tête de liste de la Confédération paysanne du département. En 2019, il manquait onze points à son syndicat pour passer devant la FNSEA. Cette fois, Aurélien Mourier est «*convaincu*» de pouvoir l'emporter. «*On a triplé nos adhérents en vingt ans. Dans le même temps, le nombre de paysans a été divisé par deux*», avance-t-il pour illustrer la dynamique positive sur son territoire.

Sa campagne est particulière. Elle s'appuie sur la troisième édition du festival du film paysan créé par la Conf. Dans des salles des fêtes ou des cinémas, sont projetés des films comme *Tu nourriras le monde* de Nathan Pirard et Floris Schruijer ou [les Algues vertes](#) de Pierre Jolivet et [Inès Léraud](#). Un débat s'ensuit. «*Le festival nous permet de voir revenir des gens qu'on ne voyait plus. Il permet aussi un échange avec des personnes qui ne sont pas agricultrices. Nous ne sommes pas corporatistes et nous le revendiquons de ne pas l'être*», nous explique-t-il au téléphone. S'il prend la chambre, il promet d'en faire un lieu «*de pluralisme et de débat*».

Christel Cesana, présidente de la FDSEA, pointe le désengagement des élus minoritaires depuis six ans. «*Quand on fait des réunions sur le budget ou la chasse, bien souvent, ils font le choix de ne pas être présents. Je suis fière du travail accompli*», lâche-t-elle. Arboricultrice et viticultrice, elle souligne son travail pour faire émerger des labels locaux de qualité pour donner un avantage aux produits ardéchois. «*Nous travaillons pour toutes les exploitations en*

refusant d'opposer les systèmes. Des agriculteurs conventionnels peuvent avoir des modes de production très vertueux» , souligne-t-elle. Pour elle, le principal danger reste l'abstention. *«Le climat est morose dans l'agriculture. On a des sympathisants sur beaucoup d'exploitations, mais qui sont désabusés face au manque de réponses politiques après un an d'importantes manifestations.»*

Vers un retour de la CR dans le Calvados ?

Dans la salle des fêtes de Vaubadon, la réunion de campagne de la Coordination rurale tourne à la discussion technique. Une quinzaine de personnes sont installées autour des tables organisées en rectangle. Principalement des adhérents ou des sympathisants. Tous les sujets y passent. La méthanisation, la production du lin, le zéro artificialisation nette des sols... Au centre des débats, la voix forte de Jean-Jacques Pesquerel. Grand, sec, le président de la CR du Calvados a le verbe haut. *«Je refuse qu'une seule organisation syndicale décide de l'avenir de l'agriculture»*, lance-t-il. Son organisation a perdu la Chambre en 2019. Jean-Jacques Pesquerel a une problématique personnelle simple. *«Je vais partir à la retraite et je veux transmettre.»* Comme d'autres, il dénonce la concentration des terres agricoles. *« Je refuse que ma ferme serve [à l'agrandissement d'une autre exploitation.»](#)*

Le sujet fait écho dans l'assistance. Les dossiers de reprises de terres doivent passer devant la Safer, la Société d'aménagement foncier et d'établissement rural. Une structure sous tutelle des ministères de l'Agriculture et des Finances qui émet des avis sur les projets de reprise de terres. Elle est en partie composée de membres de la Chambre d'agriculture. *«J'ai déjà essuyé quatorze refus de la Safer»* , dit l'un. *«Moi je voulais installer mes trois enfants, j'ai une pile de 38 centimètres de dossiers refusés»* , renchérit l'autre. Joint par Libération, Xavier Hey, élu sortant et président de la FDSEA 14, tempère ces propos. *«Les adhérents FDSEA sont aussi mécontents de la Safer. Le problème, c'est qu'il y a beaucoup trop de demandes et pas assez de terres. Il y a 15 dossiers de reprise pour chaque ferme qui se libère»* , témoigne-t-il. Depuis six ans, ses équipes à la tête de la chambre *«se sont attachées à siéger dans toutes les instances ouvertes aux élus»* et *«se sont battues pour maintenir des prix suffisants pour les producteurs. C'est un travail de longue haleine auquel une frange des agriculteurs est réceptive. Elle est peut-être moins bruyante mais elle vote quand même»* , juge-t-il.

A Vaubadon, Pierre Brisset, tête de liste CR et ancien JA, distribue des parts de galette aux participants. *«L'ambiance de JA ne me plaisait pas à l'époque [dans les années 90, ndlr] alors j'ai rejoint la CR.»* Récemment, il a été déçu de ses contacts avec la Chambre d'agriculture du Calvados. *«J'ai eu affaire à des interlocuteurs qui défendaient plus leurs intérêts personnels que les intérêts de tous les agriculteurs. Alors, j'ai décidé de m'engager»* , nous glisse-t-il. Fabienne, productrice de lait de 50 ans est venue assister à la réunion, même si elle a déjà voté pour la CR. *«On a des difficultés à trouver de la main-d'œuvre. Notre métier n'attire pas. Mais j'ai l'impression qu'on manque de levier pour réagir»* , dit-elle un peu dépitée. Entre colère, résignation et espoir de grand soir, le scrutin apparaît très incertain. Les résultats seront connus entre le 6 et le 8 février.

[Cet article est paru dans Libération \(site web\)](#)